

Questions orales

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, nous allons maintenir nos efforts soutenus depuis notre assermentation qui ont résulté dans la création d'à peu près 9,000 nouveaux emplois mensuellement au Québec, par opposition à 673 emplois mensuellement créés durant quatre ans et demi par le gouvernement précédent.

Nous avons tout de même un dossier fort impressionnant, mais en ce qui concerne la question que soulève mon honorable ami, je me propose de voir le premier ministre du Québec dans un avenir rapproché pour discuter davantage de cette question importante.

ON DEMANDE SI LE PREMIER MINISTRE RENCONTRERA LES
REPRÉSENTANTS DE PÉTROCHIMIE ACTION

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, comme question supplémentaire, dans le but de bien informer le premier ministre, il sait que, face à l'inaction de son gouvernement, un front commun qui s'appelle Pétrochimie Action a été formé hier à Montréal et, justement, ce groupe doit être ici demain. Donc, je demande au premier ministre si, demain, il aura la générosité et le sens des responsabilités assez aigus pour rencontrer ses porte-parole qui seront à Ottawa pour lui faire partager leurs inquiétudes et leur désarroi. Il est minuit moins cinq pour ces employés, monsieur le premier ministre, et Noël vient en même temps pour leurs enfants. Est-ce qu'il aura la générosité de les rencontrer?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, lorsque les travailleurs seront ici, j'espère que mon honorable ami va leur rappeler deux choses: d'abord, que dans un premier geste le nouveau gouvernement a affecté plusieurs millions de dollars pour aider Pétromont et qu'au même moment le gouvernement libéral sortant disait aux travailleurs de Pétromont: Non, c'est fini, pas un cent. C'est cela que vous avez fait pour les travailleurs de Pétromont et les travailleurs vont se souvenir de vous. Vous êtes des hypocrites, le parti libéral du Québec!

[Traduction]

M. le Président: A l'ordre! A l'ordre, des deux côtés.

* * *

[Français]

LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

ON DEMANDE SI LA CANADAIR RESTERA PROPRIÉTÉ DES
CANADIENS

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Tout le monde a été heureux d'apprendre par la déclaration du ministre de l'Expansion industrielle régionale—cette question s'adresse au premier ministre—que, malgré la prévision du plan de la Communauté urbaine de Montréal, les installations de la Canadair seraient transformées en développement résidentiel, que la compagnie Canadair restera à Montréal. Mais, puisque

le ministre a aussi annoncé que la Canadair sera vendue, le premier ministre peut-il nous assurer que la Canadair restera dans les mains des Canadiens et ne sera pas vendue à l'étranger?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, une des grandes sottises a été soulevée hier par le chef des néo-démocrates qui ne cherche qu'à effrayer du monde. C'est cela qu'il voulait faire en se fondant sur un exemplaire produit par un corps municipal au Québec, et en disant: Vu que le groupement municipal a produit ce document, il y a une conclusion inéluctable à tirer vis-à-vis de la Canadair... Écoutez, pendant des années le gouvernement du Québec affichait des cartes disant que le Labrador appartenait au Québec. Cela ne changeait rien. Cela n'a pas donné la propriété du Labrador au Québec! Le fait que le chef des néo-démocrates produise un document disant qu'un corps municipal de Montréal va fermer la Canadair, c'est aussi faux!

[Traduction]

ON DEMANDE LE RENVOI DE LA QUESTION À UN COMITÉ

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, le premier ministre n'a pas répondu à ma question.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: A l'ordre! Une question supplémentaire.

● (1440)

M. Cassidy: Il ne tient pas compte non plus du fait que ce plan a été distribué dans 300,000 foyers de la Communauté urbaine de Montréal depuis une semaine et demie. Il annonce à la population le projet soigneusement mis au point de remplacer Canadair par des immeubles d'habitation.

M. le Président: A l'ordre!

Des voix: Règlement!

Des voix: Asseyez-vous!

M. le Président: A l'ordre!

M. Rodriguez: Calmez-vous, là-bas!

M. le Président: Je prie le député de poser sa question immédiatement.

M. Cassidy: Le premier ministre peut-il donner au moins à la Chambre l'assurance que la société Canadair ne va pas être cédée comme de Havilland l'a été, sans possibilité pour la Chambre et pour un comité parlementaire d'en examiner les conditions avant de se heurter à un fait accompli?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je pense que la Chambre et tous ceux qui ont suivi la chose hier connaissent la façon vexatoire dont le chef du Nouveau parti démocratique a cherché à semer la crainte et la confusion dans les esprits...